

L'Algérie à la croisée des chemins

Publié par Charles Millon · 16 avril 2014, 10:11

Même si la démocratie est loin d'y briller, même si la vertu de ses dirigeants est sujette à caution, l'Algérie demeure aujourd'hui, alors que le Sahel s'est embrasé et que les printemps arabes ont déstabilisé tout le nord du continent, un havre de stabilité pour l'Afrique et le versant méridional de la Méditerranée.

Mais les quinze dernières années de paix relative qu'a connues le pays, après la « décennie de sang » où la lutte féroce de l'armée contre les islamistes fit des dizaines de milliers de morts, pourraient dans les temps qui viennent n'être plus qu'un heureux souvenir.

Des forces contradictoires s'agitent dans ce grand pays qui n'arrive toujours pas à trouver son équilibre interne.

L'état du pays, pourtant riche en hydrocarbures et en minerais, demeure économiquement désastreux.

L'ordre règne, mais la prospérité reste confinée dans les cercles étroits de la clientèle des hommes de pouvoir.

Le taux de chômage des jeunes dépasse toujours les 20% selon les chiffres officiels, qui ne sont pas toujours fiables. Il pourrait être largement supérieur.

Dans un pays dont la population a plus que triplé en cinquante ans, et même si le taux d'accroissement naturel a tendance à diminuer ces dernières années, le logement, les infrastructures routières, scolaires ou hospitalières sont toujours trop rares, désuets ou défectueux.

Surtout, 98% des exportations du pays sont le fait des seuls hydrocarbures, une manne qui, si elle a permis à l'Algérie de se désendetter et de rétablir ses comptes, a tendance à diminuer avec le temps.

Les autres secteurs, comme l'agriculture, les industries ou les services, restent peu compétitifs.

Le pays qui du temps de la colonisation française était exportateur de matières premières alimentaires, doit maintenant importer 60% de sa consommation.

Enfin, l'administration qui fut longtemps le principal employeur du pays a été décimée avec le passage à l'économie de marché acté durant la décennie 90.

La corruption continue d'y régner et les divers blocages et pots-de-vin découragent les investisseurs extérieurs ou intérieurs.

Alors que ses deux voisins, le Maroc et la Tunisie, ont réussi depuis longtemps à développer une industrie du tourisme florissante, l'Algérie est encore balbutiante dans ce domaine et souffre toujours de son image de pays peu sûr, en état de guerre civile larvée.

Sur le plan purement géopolitique, l'Algérie aurait pourtant les moyens de jouer son rôle de grande puissance régionale.

Il lui faudrait déjà commencer par régler ses différends territoriaux avec le Maroc et envisager de créer une véritable union du Maghreb dont elle constituerait le centre.

Mais les rivalités nationales ne semblent pas s'apaiser avec le temps.

L'Algérie est surtout aujourd'hui en contact direct avec les régions sahéliennes où couve le feu islamiste.

Si elle a appris de sa malheureuse expérience avec les GIA à maîtriser sur son territoire le terrorisme, il lui reste à sécuriser les grands espaces désertiques du sud où prolifèrent les cellules nomades djihadistes nouvelle manière.

La chute de Kadhafi ayant entraîné la constitution de nombreuses cellules djihadistes dans la région, le risque de chaos n'est jamais loin.

Témoigne aussi de cette inquiétude du gouvernement algérien l'autorisation donnée aux avions français lors de l'intervention au Mali de survoler le territoire national, une exception pour un pays jaloux de sa souveraineté, surtout vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale.

Malgré elle, l'Algérie se retrouve aujourd'hui au centre du jeu complexe de l'Afrique du nord où ces trois dernières années toutes les cartes ont été rebattues, depuis l'Egypte jusqu'au Mali, en passant par la Libye et la Tunisie.

Si son gouvernement donne le moindre signe de faiblesse, nul doute que ses

ennemis, intérieurs comme les autonomistes kabyles ou les islamistes, ou extérieurs comme les djihadistes, en profiteront pour rallumer la mèche du conflit.

L'Union européenne comme d'ailleurs toutes les autres puissances du monde qui y ont des intérêts, particulièrement les Etats-Unis et la Chine, seront avisées de garder sur le pays un œil vigilant, sous peine de voir le chaos se répandre un peu plus.

Seul pôle puissant et stable de la région, avec le Maroc, l'Algérie demeure la clef d'une Afrique du nord et sahélienne apaisée.

Charles Millon



Religions et géopolitique méditerranéenne

Publié par Charles Millon · 5 avril 2014, 11:04

L'implantation et la croissance de l'islam en Europe occidentale, généralement le fait de lourds mouvements de population, sont aujourd'hui très connues et documentées.

L'immigration massive qui a lieu depuis une quarantaine d'années contribue à changer le visage religieux des grandes métropoles européennes et de leurs banlieues, imposant des défis de taille aux autorités des nations concernées, à propos notamment de l'expression publique de la nouvelle religion.

On ignore cependant que les équilibres immémoriaux sont bouleversés des deux côtés de la Méditerranée : les pays culturellement musulmans, ceux du Maghreb ou de la péninsule arabe, sont confrontés eux aussi à un nouveau paramètre, le développement du christianisme derrière leurs frontières, qu'il soit le fait de populations autochtones converties ou d'une fraîche immigration de masse.

Les chiffres parlent pourtant d'eux-mêmes : en Arabie saoudite, terre sacrée de l'islam et par là particulièrement répressive au point de vue de la liberté religieuse, où aucun autre culte public que musulman n'est autorisé, on compte pourtant 1,5 million de chrétiens, majoritairement catholiques, soit 4% de la population.

Ce sont principalement des travailleurs immigrés, qui gardent le statut d'étrangers, mais dont la présence, renforcée par celle des expatriés occidentaux, se fait de plus en plus embarrassante pour la dynastie régnante.

Celle-ci envoie depuis une dizaine d'années des signes contradictoires : ainsi le roi d'Arabie a rencontré le Pape Benoît XVI au Vatican en 2007, à la suite de quoi l'on évoquait la construction d'une église à Riyad.

Mais début 2012, le grand mufti d'Arabie saoudite a réclamé la destruction de toutes les églises de la région, rappelant que la tradition islamique interdisait qu'on tolère quelque culte que ce soit à proximité des lieux saints que sont Médine et La Mecque, villes dans lesquelles les chrétiens n'ont d'ailleurs pas le droit d'entrer.

Reste que la population chrétienne est bien présente, fournissant une main-d'œuvre bon marché dont le pays aurait du mal à se passer.

L'Église orthodoxe russe a obtenu elle le droit de bâtir sur le territoire de son ambassade une église qui arbore croix et autres signes chrétiens ostensibles.

Les chiffres des micro-États du Golfe sont à l'avenant : à Bahreïn on compte 5% de chrétiens, aux Emirats arabes unis près de 10%, au Koweït 8%, à Oman 2,5 et au Qatar 5%, pour la plupart des expatriés et surtout des travailleurs immigrés venus des Philippines ou d'Inde participer aux pharaoniques projets qu'ont initiés les pétromonarchies ces dernières décennies.

Même si les modalités d'acquisition de la nationalité de ces États sont très restrictives, ces travailleurs étant donc destinés à demeurer des étrangers, les communautés chrétiennes qu'ils fondent constituent tout de même un potentiel danger social pour les dirigeants.

L'Égypte, on le sait, compte depuis toujours une grosse minorité copte, antérieure à l'islamisation du pays, estimée aujourd'hui à 11% de la population et

dont la chute de Moubarak a rendu la situation plus précaire encore. La poussée islamique que le président Morsi tente de maîtriser et d'utiliser à son profit risque de poser de manière plus brûlante encore la question du statut des non-musulmans dans le pays.

Si la Libye compte, elle, une infime minorité chrétienne, la situation est plus complexe dans les pays du Maghreb, surtout en Algérie et au Maroc.

Même si les chiffres varient grandement - pour l'Algérie, ils vont ainsi selon les sources de 50 000 à 200 000 conversions au christianisme - il est impossible de nier qu'il se passe quelque chose dans ces pays, une ouverture à d'autres confessions, que l'on tenait pour inimaginable depuis mille ans.

Les conversions au christianisme sont, autant qu'on puisse en juger, d'abord le fait de la communauté amazighe (kabyle, ou berbère) qui a, depuis l'invasion arabe, conservé des traits culturels distinctifs, notamment l'usage d'une langue propre et à qui l'islam, en tant que transmis par le Coran, demeure linguistiquement étranger.

La Kabylie est en outre la seule région d'Algérie où du temps de la colonisation française une tentative d'évangélisation ait eu lieu, sous la houlette du Cardinal Lavignerie.

Reste que le réveil de la communauté berbère, en Algérie et au Maroc singulièrement, s'est opéré synchroniquement avec la vague de conversion au christianisme depuis vingt ans.

Les légendes les plus abracadabrantes courent sur les méthodes prosélytes des églises évangéliques, comme le fait qu'elles distribueraient visas et dollars contre une adhésion, mais elles n'ont jamais été prouvées.

Le gouvernement algérien, même si le satisfait à l'évidence le colportage de ces ragot, est pourtant forcé de reconnaître depuis peu l'évolution des chiffres : quand il faisait état de 0,06% de chrétiens en 2002, il en admet aujourd'hui 0,7%. La CIA avance, elle, 1% de chrétiens et de Juifs dans tout le pays.

Quoique tous ces chiffres soient à apprendre avec précaution, l'augmentation demeure. Quoique tous ces chiffres soient à prendre avec précaution, l'augmentation demeure significative et si un petit pour cent de population ne

risque pas en soi de bouleverser l'identité 'un pays ni son équilibre, les signes sont là que les Algériens sont nombreux à aspirer aujourd'hui à autre chose qu'à la religion de leurs pères, surtout quand elle a tendance à se durcir comme dans l'époque actuelle.

La présence dans les postes de télévision de pas moins de dix chaînes chrétiennes, émettant bien entendu de l'étranger, semble d'après les rares témoignages recueillis auprès des nouveaux convertis contribuer à cette ouverture au reste du monde.

Cependant, face à ce mouvement indéniable, les persécutions des autorités vont bon train depuis une dizaine d'années.

Si la constitution algérienne, héritée de sa fondation socialiste « moderne », reconnaît la liberté du culte, les entorses sont légion. Depuis 2005, l'enseignement de la charia est devenu obligatoire pour tous les élèves du secondaire ; parallèlement, le contrôle des prêches s'est étendu et la distribution de certains ouvrages religieux est interdite.

Toutes dispositions qui invoquées sous l'habituel argument de la lutte contre le terrorisme sont prises pour lutter contre les églises chrétiennes.

La loi de 2006, la plus sévère, qui réprime le prosélytisme et oblige de réclamer une approbation des autorités avant de prêcher, a conduit à de nombreuses fermetures de lieux de cultes, ainsi qu'à l'expulsion de dizaines de pasteurs protestants.

Au Maroc, au-delà des chiffres ubuesques officiels - tout citoyen du pays, hors quelques milliers de Juifs, sont censés être musulmans - on note aussi une très forte croissance des adhésions aux églises évangéliques, de l'ordre de 3% par an, ce qui porterait le nombre de chrétiens à plus de 100 000.

Il ne faut pas négliger aussi la venue de migrants subsahariens, qu'ils soient étudiants ou refoulés lors de leur tentative de passage vers l'Europe, qui gonfle les chiffres des disciples du Christ.

Ainsi, la géopolitique méditerranéenne actuelle doit-elle prendre en compte ces deux facteurs inverses que sont la croissance de l'islam en Europe, des Balkans à la Scandinavie en passant par la France et le Royaume-Uni, et la naissance d'un

nouveau christianisme au sud du Bassin.

Si les législations européennes sont particulièrement tolérantes pour la liberté du culte, ce n'est pas encore le cas de tous les pays d'Afrique ou de la péninsule arabique, qui vont pourtant devoir répondre à la question dans les années qui viennent.

Charles Millon

